

La faute de l'abbé Pujadas : le symptôme d'une longue maladie

Le 3 février, la rédaction du 20 heures de France 2, obsédée par la course à l'audience engagée depuis longtemps avec TF1 annonçait le « retrait » d'Alain Juppé de la vie politique. Au delà de l'erreur reconnue par les principaux protagonistes et excusée par *Le Monde*, c'est le problème de la vocation et du financement du service public qu'il conviendrait de régler plutôt que de tenter d'éliminer les symptômes.

L'erreur commise par France 2 lors du Journal Télévisé (JT) de 20 heures, qui s'ouvrait le 3 février dernier sur le « retrait » d'Alain Juppé de la vie politique, alors que celui-ci annonçait au même moment sur TF1 qu'il restait, s'est soldée par plusieurs décisions annoncées le 11 février. Olivier Mazerolle, directeur de l'information, démissionne, David Pujadas, présentateur du JT, et l'équipe du 20 heures sont suspendus pour deux semaines, Marc Tessier, PDG de France Télévisions, déclare notamment : « Elle [cette erreur] doit nous conduire, dans un souci d'exigence et de rigueur, à revoir nos procédures dans nos journaux comme dans nos reportages. »

« On va les griller »

Evidemment il a quand même fallu plus de sept jours pour en arriver là. Les médias, tous supports confondus, ont beaucoup disserté sur le sujet. Mais aucun ne s'est demandé si tout cela en valait vraiment la peine. En effet, un des intérêts d'une « enquête », puisque c'est comme ça que David Pujadas l'a qualifiée [1] dans le cas du « retrait » d'Alain Juppé, est de fournir aux citoyens des informations auxquelles ils n'ont pas facilement accès. Mais, franchement, si vous vouliez vraiment connaître la décision d'Alain Juppé, vous faisiez quoi le 3 février à 20 heures ? Vous regardiez TF1 bien sûr ! Puisque le principal intéressé en était « l'invité » [2]. Et si vous êtes vraiment un inconditionnel de France 2, vous attendiez patiemment que les déclarations d'Alain Juppé soient reprises par France 2.

Oui mais voilà, comme l'indique un cadre de France 2 cité par *Libération* [3] : « Pujadas et Mazerolle se considèrent en concurrence frontale avec TF1. La venue de Juppé sur TF1 les a mortifiés et ils se sont dit : "On va les griller, on va donner avant eux l'info que tout le monde attend." »

Parce que l'erreur principale n'est sans doute pas d'avoir donné une fausse information, mais plutôt de ne pas avoir été *fair-play*, de ne pas avoir accepté d'avoir été « grillé » par TF1 et de ne pas avoir ouvert le JT de France 2 en disant par exemple « La décision d'Alain Juppé devrait être connue d'ici quelques minutes » ; et en ajoutant, sans crainte des impacts sur les

recettes publicitaires : « il est l'invité du 20 heures de TF1 ce soir ». Et, si besoin, de chercher une « revanche » dans une information inédite que les journalistes de France 2 auraient été les seuls à dénicher et qui auraient fourni une information réellement importante pour les téléspectateurs.

Le Monde attend les excuses de... Chirac !

Au lieu de nous parler de ça, *Le Monde*, sous la plume de Dominique Dhombres, tente tout d'abord d'excuser David Pujadas. Dans son billet quotidien titré ce jour-là « *Télévision : le maître et son valet ont trompé les Français et Pujadas* », il écrit : « L'attitude du présentateur [qui a présenté ses excuses] est exemplaire. Sur la foi des informations dont il disposait, comme tous les journalistes qui suivaient le feuilleton Juppé, il a conclu que l'intéressé se démettait progressivement de tous ses mandats nationaux. C'était ce que racontaient plusieurs hauts responsables du gouvernement et de l'UMP. [...] Un dîner en tête à tête avec le maître à l'Elysée, lundi soir. Du chantage affectif à la pelle. Des manifestations "spontanées" d'affection au siège de l'UMP et à l'Assemblée nationale, et le tour était joué. [...] En fait, il [Alain Juppé] a été retourné. Tout cela est du ressort de l'intime, me direz-vous. Certes. Mais cela ressemble aussi beaucoup à une manipulation de l'opinion (sic). David Pujadas a présenté ses excuses aux téléspectateurs. On attend celles du manipulateur en chef et de son valet. On sait qu'on peut toujours attendre. » [4]

Pour les non initiés, le maître c'est Jacques Chirac. Quant au valet on a le choix entre Jérôme Monod, conseiller de Jacques Chirac, et Alain Juppé lui-même. Donc, si l'on comprend bien D. Dhombres, la rédaction de France 2 aurait été manipulée et l'opinion avec elle. Et les manipulateurs devraient s'excuser ! Mais n'est-ce pas le rôle d'un journaliste de vérifier et de recouper ses informations et, en cas de doute, de s'abstenir ? Eric Zemmour, journaliste au *Figaro* indique d'ailleurs, à *Arrêt sur Images (France 5)*, toujours le 8 février, que les seuls à savoir sont A. Juppé, J. Chirac et J. Monod et que « tous ceux qui nous appellent ne savent rien ». Dès lors, si l'on en croit E. Zemmour, « l'information » détenue par la rédaction de France 2 n'était sans doute pas si fiable. David Pujadas admet également, dans la même émission, l'unicité de la source de France 2 puisqu'il se justifie en disant : « A l'Elysée, on sait quelque chose. »

« Dérapage systémique »

Sans attendre les excuses de Jacques Chirac et de son « valet », alors que D. Pujadas et O. Mazerolle tentent de minimiser l'erreur (nous y reviendrons dans un prochain article), la crise se poursuit pour déboucher sur une motion de défiance initiée par la Société des journalistes de France 2. A la question « *Faites vous confiance à Olivier Mazerolle ?* », les journalistes répondront non à 67,4 % et également non à 69,63 % à la question « *Faites vous confiance à l'équipe du 20h ?* ».

Libération, moins complaisant que *Le Monde*, tente d'analyser, le 10 février, les causes de cette défiance et cite un journaliste de France 2 : « Cette équipe paie des mois d'arrogance envers les journalistes, envers les grouillots qui mettent le charbon dans la machine » [5]. Et Jean-Michel Thenard remonte à l'origine du problème en écrivant :

[1] *Arrêt sur Images, France 5*, 8 février 2004

[2] Un invité qui s'est d'ailleurs invité lui-même. Lire sur ce point « *Peuple : PPDa « invite » Alain Juppé - Acte 1 : Préparatifs (enregistrement)* » : http://www.acrimed.org/article.php3?id_article=1461

[3] « *France 2, "la course à l'échalote" en ligne de mire* », *Libération*, 10 février 2004

[4] *Le Monde*, édition du 6 février 2004

[5] « *France 2, "la course à l'échalote" en ligne de mire* », *Libération*, 10 février 2004

« L'exacerbation paroxystique (sic) de la rivalité a poussé France 2 à laisser parler l'inconscient collectif, à privilégier la bataille de la concurrence sur la réalité. Une sorte de dérapage systémique. » [6]

Même si c'est avec un style apocalyptique, J.M. Thenard est un des seuls, si ce n'est le seul, à analyser cette erreur comme une conséquence du système en place.

Le système n'aura pas changé

Car une fois que Olivier Mazerolle aura été remplacé et que David Pujadas et son équipe seront rentrés de leurs « vacances » [7], le système n'aura pas changé et les belles paroles de Marc Tessier sur les « procédures » et son « souci d'exigence et de rigueur », n'y changeront rien. La publicité continuera de représenter près de 30 % du chiffre d'affaires de France Télévisions, la course à l'audience continuera et au delà de l'arbre Juppé il y aura la forêt des ouvertures de JT sur les faits divers, l'insécurité routière, les problèmes des buralistes, etc. Il n'y a qu'à voir le traitement dans les JT de France 2 de l'erreur du 3 février et de ses conséquences.

En effet, alors que France 3 donnait le résultat de la motion de défiance dans son 19/20 du 10 février, tout comme RTL dès 19h15, que le Monde titrait en Une de son édition du 12 février sur « L'audiovisuel public en crise de confiance », que France 3 annonçait la démission d'Olivier Mazerolle dans son 12/14 du 11 février, aucune information ne sortira sur le sujet dans les JT de France 2 (ni même de TF1, peur de tirer sur une ambulance ?)

de 20h le 10 février et de 13h le 11 février. Il faudra attendre le 20h du 11 février pour que France 2 et TF1 se résolvent à aborder la crise. D. Pujadas se contentera de mentionner, d'une voix mal assurée, la démission d'Olivier Mazerolle sans même évoquer sa propre suspension ! Bref, beaucoup moins d'empressement que pour évoquer le « retrait » d'Alain Juppé devant plus de 5 millions de personnes.

Et pendant ce temps, le gouvernement français, sur fond de crise à Radio France, de cadeaux de l'état à TF1 dans le cadre de la création de la CII (Chaîne d'Information Internationale), d'attaque de la BBC par le gouvernement britannique, attend sans doute en embuscade, pour remettre sur le tapis la vieille idée de la privatisation de France 2 au lieu de réfléchir à un mode de financement dégagé des contraintes publicitaires et basé sur des fonds publics. Car, comme le déclaraient, le 10 février, les syndicats (SNJ-USJ/CFDT-SNJ/CGT) « réaffirmer l'éthique du service public, c'est prêcher contre toute privatisation ».

Jacques-Olivier Teyssier

[6] « Performance », Libération, 10 février 2004

[7] Daniel Psenny écrit même dans Le Monde du 12 février que « le directeur général aurait accepté la proposition de David Pujadas de "se retirer" pendant quinze jours de la présentation du journal ». Une sanction proposée par le sanctionnable voilà qui ne manque pas de sel. Mais peut-on faire confiance à une information formulée au conditionnel surtout sous la plume de Daniel Psenny ? Lire par exemple « Les tripotouillages du Monde contre Acrimed ... et l'Observatoire français des médias » : http://www.acrimed.org/article.php3?id_article=1395

Action-CRItique-MEDias [Acrimed]

Acrimed, 17, avenue des Sycomores – 93310 Le Pré-Saint-Gervais - acrimed@wanadoo.fr

Un site : <http://www.acrimed.org>.

Une liste d'informations “ Le Magazine d'Acrimed ” : liste d'information destinée exclusivement aux messages (en général mensuels) en provenance de l'Association. Pour s'inscrire, envoyer un message vide à sympa@samizdat.net, en ajoutant **subscribe acrimed _ I** dans le titre (champ “ objet ” ou “ sujet ”)

Adhésion : A envoyer (le cas échéant sur papier libre) à Acrimed, 17, avenue des Sycomores, 93310 Le Pré-Saint-Gervais - **Merci d'écrire lisiblement**

J'adhère à l'association ACRIMED. Ci-joint un chèque à l'ordre de “ Action Critique Médias ” (minimum: 15 euros pour 2003-2004).

Nom Prénom :

Adresse postale
:.....
.....

Téléphone : Adresse électronique (très lisiblement).....
Date et signature